

المملكة المغربية
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⵖⵔⵓⴱ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⵖⵔⵓⴱ ⵏ ⵉⴷⵓⴽⴰⵏ ⵏ ⵉⴼⴰⵔⵉⵏ ⵏ ⵉⴷⵓⴷⵉⴷⴰⵢⵜ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

(SEANCE PUBLIQUE)

N° : 02/CSEFRS/2016

Relatif à la refonte globale du portail internet, à travers la conception, le développement basé sur une solution de gestion de contenus, ainsi que les prestations de formation et d'assistance technique.
Pour le compte du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique,

- LOT unique -

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 2 : CONTEXTE ET OBJECTIFS	4
ARTICLE 3-CONSISTANCE DE LA PRESTATION	4
ARTICLE 4 : PROFILS DE L'EQUIPE	8
ARTICLE 5 : PLANIFICATION DU PROJET	9
ARTICLE 6 : MODE D'ATRIBUTION	9
ARTICLE 7 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	9
ARTICLE 8- VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	9
ARTICLE 9- ELECTION DE DOMICILE :	10
ARTICLE 10-REFERENCES AUX TEXTES	10
ARTICLE 11-DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	10
ARTICLE 12-NANTISSEMENT	10
ARTICLE 13-CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE.....	11
ARTICLE 14-ASSURANCES CONTRE LES RISQUES	11
ARTICLE 15-LIEU ET DELAI DE LIVRAISON	11
ARTICLE 16-PENALITES DE RETARD	12
ARTICLE 17-RECEPTION PROVISOIRE PARTIELLE	12
ARTICLE 18-DELAJ DE GARANTIE	12
ARTICLE 19-CONDITIONS DE GARANTIE	12
ARTICLE 20-RECEPTION DEFINITIVE	12
ARTICLE 21-CARACTERE DES PRIX	12
ARTICLE 22-NATURE DES PRIX	12
ARTICLE 23-MODALITES DU REGLEMENT	13
ARTICLE 24 : DELAI D'APPRECIATION	13
ARTICLE 25-REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	13
ARTICLE 26-SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 27-RESILIATION DU MARCHE	14
ARTICLE 28-LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	14
ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE BREVETS-COPYRIGHT :	14
CHAPITRE II : SPECIFICATIONS FONCTIONNELLES	16
ARTICLE30 : SPECIFICATIONS FONCTIONNELLES	16
CHAPITRE III : SPECIFICATIONS TECHNIQUES	24
ARTICLE31 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES	24
CHAPITRE IV : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	31
Article32 : Bordereau et détail des prix :	31

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

n°02/CSEFRS/2016

Conclu par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « l'Administration » ou «le Maître d'Ouvrage» ou « CSEFRS ».

D'une part :

ET :

Monsieur, Qualité..... ;

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :

Inscrit au registre de commerce sous le n° :

Inscrit au rôle de la patente Sous n° :

Identification fiscale sous le n° :

Affilié à la CNSS sous le n° :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque Agence :

Faisant élection de domicile à :

Désigné ci-après par « **L'Entrepreneur** »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : **La refonte globale du portail internet à travers la conception** et développement du portail web autour d'une solution de gestion de contenu, ainsi que les prestations de formation et d'assistance technique, pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS).

Les spécifications fonctionnelles sont indiquées au Chapitre II « Spécifications fonctionnelles »

Les spécifications techniques sont indiquées au Chapitre III « Spécifications Techniques »

ARTICLE 2 : CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le projet de refonte du portail internet, objet du présent appel d'offre, s'inscrit dans la cadre de la stratégie de communication institutionnelle du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique (CSEFRS). Il vise particulièrement à donner une image forte et unifiée des activités du CSEFRS, d'assurer sa visibilité sur internet, de communiquer sur ses objectifs, ses valeurs et ses activités phares. Il s'agit également de présenter aux acteurs du système de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, aux partenaires, aux chercheurs et au grand public une base documentaire riche et consistante.

Les points suivants traduisent les principaux objectifs du projet :

1. Valoriser les missions et les actions du CSEFRS auprès des acteurs du système de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, des partenaires, des chercheurs et du grand public ;
2. Faire du portail du CSEFRS le carrefour privilégié des acteurs du système d'éducation, de la formation et de la recherche scientifique ;
3. Augmenter le nombre de personnes cibles et satisfaire leur besoins en terme de contenu et d'information ;
4. Mise en place et développement d'une stratégie de communication digitale capable répondre aux objectifs précités.

ARTICLE 3-CONSISTANCE DE LA PRESTATION

Les prestations attendues couvrent les actions suivantes :

1. L'analyse, la conception et le développement d'un portail web dynamique autour d'une solution de gestion de contenu(CMS) ;
2. L'installation du portail sur le serveur web du CSEFRS (installation de la plate-forme logicielle, installation du portail web) ;
3. L'intégration du contenu existant et du nouveau contenu du portail web ;
4. La formation et l'accompagnement pendant le démarrage.

Le succès et l'efficacité de cette prestation se mesurera notamment sur la base des principes suivants :

- La sécurité du portail web ;
- La flexibilité lors de la gestion du contenu, du changement de la structure ou de la charte graphique du portail web ;
- La modernité, la convivialité et l'ergonomie du portail web ;
- Le nombre de clics effectués pour atteindre l'information demandée ;
- Le référencement du portail web dans les moteurs de recherches les plus connus ;
- L'ouverture du portail web sur les réseaux sociaux (facebook & twitter...etc) ;

- Le temps de réponse des pages du portail web et sa haute disponibilité ;
- La capacité d'évolution technique dans le temps (logiciels software).

Les phases du projet seront comme suit :

Phase1 : cadrage et initialisation du projet

Cette étape préliminaire a pour objectif de :

- Clarifier les objectifs détaillés du projet ;
- Etablir un planning détaillé du projet ;
- Définir les spécificités du projet ;
- Mettre en place les instances du projet : Comité de suivi, Chef du projet.... ;
- Organiser le lancement de la mission par la réunion du Comité de suivi ;
- Gérer l'assurance qualité du projet ;

Livrables :

- Note de cadrage précisant : les instances du projet, la méthodologie et le planning du projet
- Plan d'assurance qualité (PAQ).

Phase 2 : Conception détaillée :

Etape 1 : Diagnostic du portail web existant et identification des besoins :

Dans cette étape il faut cerner les besoins fonctionnels et opérationnels pour cela :

- Il est recommandé d'analyser le portail web existant du CSEFRS, relever ses points forts et ses limitations (coté fonctionnel et côté technique)
- Se servir des spécifications fonctionnelles et techniques demandées dans le présent CPS, les enrichir et les expliciter en termes de fonctionnalités du nouveau portail web et qui répondent aux besoins.

Etape 2 : Architecture et Arborescence du portail web

Dans cette étape, le prestataire, en se basant sur les spécifications fonctionnelles du présent CPS et leur enrichissement, devra proposer une arborescence du portail web .Cette arborescence devra tenir compte des cibles du portail.

Les principaux résultats attendus de cette phase sont :

- Description détaillée des besoins ;
- Description détaillée des fonctionnalités qui seront assurées par le portail web ;

Se basant sur la description détaillée des besoins, le prestataire doit fournir :

- L'ossature et l'organisation détaillée du portail web ;
- Le plan de navigation ;
- Les modèles de pages ;
- Le dossier de conception des bases de données et des modules à développer ;
- Les principes pour l'organisation, les règles de gestion et les procédures de mise à jour du portail web;

- Conception et définition de la plateforme de pré production du portail web.

Livrables :

- Rapport de l'étude détaillée, de l'existant et des besoins
- Dossier de conception

Phase 3 : Elaboration et choix des maquettes :

Le prestataire sera chargé de produire des maquettes ergonomiques et graphiques lors de cette phase.

A partir d'éléments graphiques imposés, il devra proposer :

- Des maquettes semi-fonctionnelles (story-boards) destinées à la validation de la navigation et des différents modèles à produire ;
- Un ensemble de maquettes graphiques pour le futur portail web.
- **Création des maquettes ergonomiques semi-fonctionnelles :**

Le prestataire produira des maquettes ergonomiques destinées à valider la navigation sur les différents modèles de page précédemment identifiés. Ces maquettes seront produites en collaboration avec le CSEFRS et soumises à validation avant lancement du travail d'élaboration des maquettes graphiques. Les maquettes semi-fonctionnelles seront livrées au format Powerpoint, et devront permettre de délimiter les zones de navigation et les interactions proposées.

- Création des maquettes graphiques :

Le prestataire devra proposer trois pistes graphiques sur deux pages : la page d'accueil, une page de contenus et une page résultats de recherche. Les trois pistes graphiques proposées pour les deux pages seront soumises au CSEFRS pour choix et validation. Il est demandé de fournir un argumentaire pour présenter les choix de design et de travail graphique qui ont été faits en fonction des éléments fournis dans le présent document.

Une fois le choix effectué, le graphisme sélectionné devra être décliné sur l'ensemble des modèles pour produire un ensemble de maquettes graphiques.

- Production des Templates XHTML / CSS :

Le prestataire sera chargé d'assurer l'intégration des fichiers correspondant à chacun des modèles au format XHTML/CSS.

Livrables :

- Charte graphique du portail

Phase 4 : Production et réalisation :

Etape 1 : Développement du portail web :

Le développement devrait suivre le principe de développement agile, en itérations. Chacune des itérations devra proposer une fonctionnalité précise du portail web, dont aura accès le maître d'ouvrage.

- Mise en place du système de gestion de contenu :

A partir des modèles XHTML, des feuilles de styles CSS et du rubriquage proposé et validé par le CSEFRS, le prestataire assurera la création des rubriques et principaux articles, ainsi que leur mise en œuvre en fonction des templates produites dans le cadre de la phase 3 et leur intégration au niveau du CMS.

Le prestataire devra mener à bien les missions suivantes :

- Mise en place d'un système de gestion de contenus ;
- Création et mise en place des rubriques et modèles de documents selon les templates produites et les story-boards dans le cadre de la phase3 ;
- Paramétrage de l'interface d'administration ;
- Réalisation du portail web ;
- Gestion de la publication (workflow) ;
- Gestion des utilisateurs ;
- Gestion de la personnalisation (cas d'utilisation).
- la formation des rédacteurs pour la manipulation de l'outil CMS.

Etape 2 : Elaboration et intégration du contenu

Le prestataire devra réécrire le contenu existant et le contenu nouvellement créés et les intégrer dans la nouvelle plateforme.

Les documents et informations à mettre sur le portail web devront être mis sous un format approprié.

Le prestataire devra élaborer une charte éditoriale et un manuel de gestion de contenu à même de faciliter l'actualisation du portail web. (Identification de la source d'information, périodicité de la mise à jour, désignation des interlocuteurs en concertation avec le CSEFRS).

Livrables :

- Charte éditoriale
- Un prototype fonctionnel du portail web sur une plateforme de test dans les locaux du CSEFRS ;
- Toute la documentation relative à la conception de la plateforme (notamment la base de données) ;
- L'ensemble des sources suffisamment documentées ainsi qu'un CDROM avec tous les fichiers du Portail web ;
- Les programmes (code source natif et binaire).

Phase 5 : Tests fonctionnels et techniques

Lors de cette phase, le titulaire devra procéder aux tests nécessaires d'une part à la validation des fonctionnalités et d'autre part à la validation des exigences de sécurité identifiées. Le titulaire devra procéder à la résolution de tout problème ou manque. Le prestataire devra procéder à l'endurcissement de l'environnement de déploiement du portail web (Mise à jour du système et serveur WEB, suppression des exemples, configuration du serveur en mode production...) avant le déploiement du portail web.

Une fois cette étape achevée, le titulaire devra procéder au déploiement du nouveau portail web dans un environnement de production chez le Maître d'ouvrages. Chaque phase importante de développement fera l'objet d'un prototype. Le prototype doit être accessible sur la plateforme de test et fera l'objet d'une validation, de la part du CSEFRS, autorisant la poursuite du développement. Le contenu textuel des pages sera communiqué au prestataire par la CSEFRS ainsi que les données qui seront importées dans les bases de données.

Livrables :

- Les rapports de jeux de tests réalisés avant la mise en production.

Phase 6 : Formation et transfert de compétences

Le prestataire devra assurer des formations spécifiques pour la prise en main autonome du portail web à l'intention des administrateurs et gestionnaires techniques du portail web. La formation devra présenter au minimum les différentes composantes techniques avec les manipulations de base, l'arborescence du portail web, les pannes les plus fréquentes et les solutions à apporter. La formation devra en outre permettre à l'équipe de pouvoir gérer, administrer, le portail web, et développer ou adapter de nouvelles fonctionnalités.

Le contenu de la formation portera notamment sur :

- Gestionnaire de contenu ;
- Administration ;
- L'architecture applicative et le Développement.

La formation se déroulera sous forme de modules pour les trois volets : gestion du contenu, administration et architecture applicative et développement.

Gestionnaire de contenu	2 jours
administration	3 jours
architecture applicative et développement	10 jours

La formation sera dispensée dans les locaux du prestataire au profit de cinq personnes. Le prestataire sera tenu de présenter préalablement le contenu, le déroulement et les CV des formateurs pour validation.

Le prestataire devra proposer dans son offre un plan de formation qui sera dispensé à l'équipe projet et englobera toutes les solutions, outils et services qui entrent dans le cadre de ce marché et dont la maîtrise est nécessaire pour assurer la continuité du projet.

Livrables :

- Les documents d'installation complète ;
- Le manuel d'utilisation des fonctionnalités et des commandes du portail web ;
- Les documents d'administration, de sauvegarde et de restauration de la base de données ainsi que celles de l'application ;
- Les supports de formations ;
- Plan d'assistance et de maintenance pendant la période de garantie.

ARTICLE 4 : PROFILS DE L'EQUIPE

Le prestataire doit avoir une expérience confirmée dans le domaine de la conception et la réalisation des portails web et de leur maintenance, ainsi que des compétences confirmées dans les applications de gestion de contenu CMS.

Le prestataire doit présenter des collaborateurs ayant des expériences significatives dans la formation et le transfert des compétences sur les solutions informatiques et Web.

L'équipe doit comprendre :

- **Un chef de projet** : Un ingénieur informaticien expert en Web et gestion de contenus qui a de l'expérience (au moins 8 ans) dans le domaine de conception et réalisation des portails web et qui

possède des références dans le domaine. Une certification ou attestation délivrée par un organisme spécialisé est un atout.

- **Deux Ingénieurs développeurs ou équivalent** (ayant une expérience dans le développement des portails web avec l'environnement PHP/MySQL) ;

- **Un infographiste** : ayant des compétences dans l'infographie, HTML5, CSS, le design et l'ergonomie des portails web.

- **Un Rédacteur web** : ayant des compétences dans le domaine de la rédaction web et la communication digitale.

ARTICLE 5 : PLANIFICATION DU PROJET

Le prestataire doit proposer une méthodologie de travail qui prend en charge les prestations exigées suivantes :

- 1- L'étude préalable qui identifie les besoins, les fonctionnalités et la nature du contenu du futur portail web ;
- 2- L'identification, la collecte du contenu du portail web, ses rubriques ainsi que son arborescence complète ;
- 3- La création d'une charte graphique ;
- 4- Le développement du portail web (modélisation, maquettes) ;
- 5- réécriture, intégration, mise à jour et gestion du contenu ;
- 6- La formation et le transfert des compétences ;
- 7- Le référencement du portail web. ;

Le prestataire devra décrire, de façon détaillée dans son offre technique la méthodologie préconisée pour la réalisation des prestations, objet du présent A.O.

ARTICLE 6 : MODE D'ATtribution

Les prestations, objet de cet appel d'offres seront attribuées en lot unique.

ARTICLE 7 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le bordereau du prix-détail estimatif ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-T) approuvé par le Décret n°2-99-1087 du 29 moharrem 1421 (4 Mai 2000).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus

ARTICLE 8- VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Conformément aux dispositions des articles 152 et 153 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013, le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

Conformément à l'article 33 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013),

l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de 75 (soixante-quinze) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 9- ELECTION DE DOMICILE :

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées, toutes les notifications qui se rapportent à ce marché lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

ARTICLE 10-REFERENCES AUX TEXTES

Le titulaire sera soumis aux dispositions définies par :

- la loi n°105.12 portant organisation du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, promulguée par le Dahir n° 1-14-100 du 16 Rajab 1435 (16 mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.
- Le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
- le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique
- Le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relatif au nantissement ;
- Le décret Royal n ° 330. 66 du 21 avril 1967 portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Décret n°2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat ;
- Le dahir n°1-00-91 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n°17-97 sur la protection de la propriété intellectuelle ;

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de l'ouverture des plis.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 11-DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application de l'article 6 du C.C.A.G-T, le titulaire supportera les droits de timbres et d'enregistrement des différentes pièces du marché.

ARTICLE 12-NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché il est précisé que :

1-En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n°112 13 relative au nantissement des marchés publics promulguées par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

2- La liquidation des sommes dues par le Conseil, en exécution du marché sera opérée par le Président ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet.

3- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par l'Agent Comptable du Conseil, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

4-la personne chargée de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations les renseignements prévus par le dahir n°1.15.05 en date du 19 Février 2015 portant promulgation de la loi n°112.13 relative au nantissement des marchés publics, est le Président du Conseil.

5-En application de l'article 11 du CCAG -EMO, le Conseil délivrera à la demande du titulaire un exemplaire unique du marché. Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire ainsi que les frais de timbre de l'original conservé par le maître d'ouvrage sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 13-CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé **à dix mille (10.000, 00) dirhams**.
- Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi à la dizaine de dirhams supérieure. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- La retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint les sept pour cent (7%) du montant initial du marché

ARTICLE 14-ASSURANCES CONTRE LES RISQUES

En application de l'article 24 du CCAGT tel qu'il a été modifié et approuvé par le décret n° 02-05-1433 du 28 décembre 2005, le titulaire doit souscrire une assurance qui couvrira les risques inhérents à l'exécution du marché et se rapportant:

- aux accidents de travail pouvant survenir au personnel du titulaire ;
- à la responsabilité civile incombant au titulaire et au maître d'ouvrage ;
- aux risques d'incendie, vol ou détérioration pour quelque cause que ce soit, pouvant toucher le matériel destiné au maître d'ouvrage.

Le titulaire devra adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux de livraison et d'installation, les copies des attestations d'assurance contractées à cet effet.

Aucun ordonnancement ne sera effectué tant que le titulaire n'aura pas satisfait ces obligations.

ARTICLE 15-LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

1 - lieu d'exécution :

Les mise en œuvre des prestations objet du présent marché seront réalisées dans les locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique conformément à un planning qui sera élaboré avec le maître d'ouvrage.

2 - délai d'exécution :

Le délai global de réalisation de la prestation est fixé à : 135 jours, détaillé comme suit :

Phase1	5 jours
Phase2	20 jours
Phase3	20 jours
Phase4	60 jours
Phase5	15 jours
Phase6	15 jours

Lorsque le dernier jour du délai est un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 16-PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution du marché, une pénalité journalière de un pour mille (1‰) du montant initial du marché sera appliquée à l'encontre du titulaire du marché.

Toutefois, le montant de cette pénalité n'excédera pas dix pour cent (10%) du montant initial du marché. Le montant de cette pénalité sera déduit d'office de toutes les sommes dues au fournisseur.

ARTICLE 17-RECEPTION PROVISOIRE PARTIELLE

Il sera procédé à la réception partielle de chaque phase suite à l'approbation par l'Administration des prestations correspondant à la phase concernée et la dernière réception partielle tient lieu de réception provisoire du marché.

Ces réceptions seront prononcées par procès-verbal suite à la vérification de la conformité des prestations des phases correspondantes aux spécifications du présent CPS.

ARTICLE 18-DELAJ DE GARANTIE

Le titulaire du marché est tenu de garantir toute la solution pendant une durée de un (01) an à compter de la date de la réception provisoire.

ARTICLE 19-CONDITIONS DE GARANTIE

Pendant la période de garantie, le titulaire assurera, sans frais supplémentaires pour l'administration, les prestations suivantes :

- L'entretien préventif et contrôle périodique du bon état de fonctionnement de la solution proposée ;
- Les mises à jour des différents logiciels ;
- La maintenance curative qui correspond à la détection des anomalies ou dysfonctionnement qui apparaissent sur toute composante constituant la solution.
- Remédier à tout mauvais fonctionnement et fournir toutes les mises à jour mineures et majeures des composantes de la solution fournie ;
- intervenir pour assurer la bonne marche de la solution dans un délai maximum de 24 heures après avoir été saisi par le CSEFRS.

ARTICLE 20-RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée une (01) année après la date de la réception provisoire dans les mêmes conditions que pour la réception provisoire. Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 21-CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont réputés comprendre le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des composantes de la plateforme.

ARTICLE 22-NATURE DES PRIX

En application de l'alinéa 1§2 de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 précité, les prix du marché sont fermes et non révisables. Le titulaire renonce expressément à toute révision des prix.

ARTICLE 23-MODALITES DU REGLEMENT

Le règlement des prestations exécutées dans le cadre du marché découlant du présent appel d'offres, sera effectué par décomptes provisoires conformément au bordereau des prix global.

Les modalités de paiement dans le cadre du présent appel d'offres sont fixées ci-après :

Phase	% % du montant du marché
Phase1	5 %
Phase2	10 %
Phase3	10%
Phase4	30 %
Phase5	15 %
Phase6	20 %

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution bancaire à la demande de l'attributaire. Elle sera remboursée dans les trois mois suivant la réception définitive.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou Trésor ouvert au nom du Titulaire, sur production d'une facture établie en 5 exemplaires, portant la signature du titulaire.

La facture appuyée du procès-verbal de réception doit être arrêtée en toutes lettres, certifiée exacte et signé par le créancier et qui doit en outre rappeler l'intitulé exact de son compte bancaire (RIB).

ARTICLE 24 : DELAI D'APPRECIATION

L'administration se réserve un délai de 10 jours d'appréciation entre la date de remise par le Contractant des livrables de chaque phase et la date où il formulera ses observations sur lesdites livrables.

Le Contractant dispose d'un délai de 5 jours maximum pour répondre aux observations formulées par le maître d'ouvrage en cas échéant et produire les rapports et documents définitifs des phases en question. Ces délais ne sont pas inclus dans le délai global.

Passé ces délais, le Contractant se verra appliqué les pénalités de retard prévue dans le présent marché.

ARTICLE 25-REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations avec le maître d'ouvrage, il sera fait application des dispositions des articles 71 et 72 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 26-SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article n°158 du décret précité, si le prestataire de services envisage de sous-traiter une partie du marché passé suite au présent appel d'offres, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des prestations et identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance.

Lorsque le titulaire du marché envisage de sous-traiter une partie du marché, il est tenu de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations suivantes ne peuvent être sous- traitées :

- Lancement et Cadrage du projet

- Recueil des besoins et conception détaillée
- Elaboration et Choix des maquettes
- Production et réalisation
- Tests fonctionnels et techniques
- Déploiement et Formation

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions de l'article 24 du décret du 20 mars 2013.

ARTICLE 27-RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les cas prévus au C.C.A.G-T.

La résiliation du marché ne fait obstacle, ni à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions, ni à son exclusion de toute participation aux marchés de l'Etat sans limitation de durée.

ARTICLE 28-LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Conformément à l'article 168 du décret n°2-12-349 du décret précité, L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché.

ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE BREVETS-COPYRIGHT :

Le titulaire doit s'assurer et justifier la légalité de l'utilisation des différents logiciels livrés ou installés dans le cadre du présent CPS et doit aussi livrer les licences des logiciels préinstallés ou fournis.

Au cas où une action judiciaire serait intentée contre le maître d'ouvrage par une tierce partie sous prétexte que l'utilisation de l'un des logiciels, machines ou dispositifs, fournis par le titulaire dans le cadre du marché constitue une infraction à un droit de propriété industrielle ou copyright, le maître d'ouvrage devra en aviser par écrit le titulaire sans délai. Le titulaire assurera la défense du maître d'ouvrage et supportera tous les frais qui en découlent.

Au cas où les produits ou tout élément de ceux-ci, objet du marché pourraient être ou seraient droit de propriété industrielle, le titulaire devra trouver une solution en explorant, dans l'ordre, les possibilités suivantes :

- Obtenir à ses frais le droit de continuer à utiliser ces produits ;
- Les remplacer par des produits qui ne seraient pas en infraction, ayant les mêmes fonctionnalités et sans remettre en cause les acquis du maître d'ouvrage ;
- Les reprendre en versant au maître d'ouvrage une indemnité calculée suivant la dépréciation de ces équipements.

Les dispositions ci-dessus constituent la limite de la responsabilité du titulaire en matière de propriété industrielle.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis au tribunal administratif de Rabat.

CHAPITRE II : SPECIFICATIONS FONCTIONNELLES

ARTICLE30 : SPECIFICATIONS FONCTIONNELLES

1. Description générale du site actuel :

Le Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique dispose d'un site web accessible via l'adresse suivante : <http://www.csefrs.ma>. Il s'agit d'un site institutionnel qui a pour vocation de présenter les instances du CSEFRS, de relayer toutes ses activités, ses productions et de présenter les informations pratiques se rapportant à ses missions et ses domaines d'interventions.

Le Portail existe en deux langues arabe et française.

La structure générale du site web actuel du CSEFRS est constituée de 4 éléments : un bandeau supérieur, deux colonnes et une zone centrale.

Le bandeau supérieur

Cette partie est permanente et contient un ensemble d'éléments relatifs à l'identité du site et à des aspects fonctionnels à savoir le basculement d'une langue à l'autre, la dénomination, le logo, le montage d'images, une barre de navigation qui contient la présentation institutionnelle du CSEFRS, son organisation, ses activités encours, et l'espace interactif

Ce bandeau de la page d'accueil se décline sur toutes les autres pages internes.

La colonne de Gauche

Elle comporte les rubriques suivantes :

- Instances nationale d'évaluation
- Avis
- Publications
- Lien vers le mini site sur le dernier colloques/ événement du Conseil

Colonne de droite

Elle comporte des informations pratiques sur :

- Espace extranet
- Recherche
- Espace documentaire
- Espace presse
- calendrier

La zone centrale

Il s'agit de la page centrale qui développe le contenu d'une rubrique ou d'une sous rubrique. Elle est composée des espaces suivants : « à la une », « actualités du CSEFRS », « RDV du Conseil », « slider de défilement des actualités »,..

Le bandeau inférieur

Cette partie est permanente et contient un ensemble d'éléments relatifs à :

- Espace recrutement
- Espace Appels d'offres
- FAQ
- Formulaires de contact
- Plan du site

2. Description du nouveau portail :

2.1. Objectifs :

A travers la réalisation de son nouveau Portail, le CSEFRS ambitionne d'améliorer sa communication externe, d'augmenter l'audience, de mieux structurer son contenu, d'en faciliter l'accès et de mieux répondre aux exigences de ses cibles. Des espaces personnalisés dédiés à chaque cible sont prévus afin de mieux aiguiller l'internaute.

Les principaux axes de communication externe et online du CSEFRS retenus sont :

- La présentation du CSEFRS, de son organisation et de ses valeurs ;
- La mise en avant et la valorisation des missions et activités du CSEFRS et de ses instances,
- La communication sur les stratégies, les avis et les grands projets du CSEFRS ;
- La diffusion de l'information pour les acteurs du SEFRS, les universitaires et les chercheurs dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche ;
- La proposition de sujets aux médias pour réaliser des articles et /ou des reportages ;
- Alléger l'aspect institutionnel en évitant le style administratif et vulgariser l'information au maximum et accorder l'importance à la lisibilité des pages ;
- L'ouverture du portail sur les réseaux sociaux (Facebook & twitter...etc).
- La mise en place d'une stratégie de communication digitale auprès des cibles ;
- Le renforcement des interactions entre les différents utilisateurs du portail.
-

Le nouveau Portail du CSEFRS devra être un Portail principalement à vocation institutionnelle, clair et ergonomique, bâti autour des technologies récentes du web et permettant l'usage des applications multimédias. Le Portail web devra être accessible, performant et sécurisé.

La mise à jour des contenus du nouveau Portail web devra être simple et permettre la gestion des processus de production, d'édition, de validation et de mise en ligne des contenus.

2.2. Public cibles

Les cibles définies comme étant les plus prioritaires et pertinentes pour le CSEFRS se présentent comme suit :

1. Les membres du Conseil et son personnel ;
2. les acteurs du système éducation, formation et recherche scientifique notamment les enseignants, les cadres pédagogiques et personnels administratifs, les étudiants, les élèves et leurs parents ;
3. les partenaires institutionnels
4. Les Partis politiques, les parlementaires et élus locaux, le Gouvernement, et le Patronat
5. Organismes internationaux
6. les leaders d'opinion et la presse.
7. les universitaires et les chercheurs.
8. La société civile et les syndicats ;
9. Le grand-public ;

2.3. Contenus du portail :

De manière générale et par rapport au site actuel, les contenus devront être enrichis et simplifiés, les pages seront organisées, structurées selon un modèle simple, et lisible, évitant d'avoir des pages longues. Les informations du Portail devront être accessibles rapidement en diminuant le nombre de clics nécessaires (ne pas prévoir plus de 3 niveaux de profondeur pour le nouveau Portail),

2.3.1 Types de contenus :

Le nouveau Portail web devra supporter des contenus multimédias : Textes, Images, Vidéos, Sons, Applications web...

2.3.2 Langues :

Le Portail sera disponible en 3 langues : L'arabe, le français, et le tifinagh. L'arabe est la langue de la version principale. Il est à noter que les versions arabe et française seront mises en ligne en même temps, le tifinagh en fonction du développement du contenu.

Le Portail Internet doit prendre en considération la gestion multilingue du Portail, et l'automatisme de la navigation d'une langue à une autre. L'utilisateur doit pouvoir passer d'une langue à une autre sans revenir à la page d'accueil.

2.4 Prestations attendues du nouveau portail :

Charte graphique : un design professionnel et moderne

Le prestataire devra présenter 3 chartes graphiques de la page d'accueil et des pages déclinées standard.

Les objectifs escomptés à travers cette nouvelle charte graphique sont :

- Homogénéiser l'identité visuelle du Portail Internet du CSEFRS ;
- Mettre en exergue des vidéos et des photos, qui sont pour l'internaute beaucoup plus attrayantes que les textes ;
- Permettre une navigation logique, efficace et interactive ;
- Créer des espaces personnalisés pour les cibles.

La charte graphique devra permettre l'ajout d'autant de rubriques ou sous rubriques que nécessaire selon les besoins du CSEFRS. Le développement de la nouvelle charte graphique du Portail Internet du CSEFRS doit être déclinable et adaptée aux spécificités des autres langues (français et tifinagh,...).

Le prestataire devra produire les travaux de découpage (HTML/CSS/JS), habillage et intégration de la charte graphique web selon les spécifications suivantes :

- La charte graphique web devra être déclinable en version Arabe et Française ;
- Le site institutionnel doit être sobre, moderne et à l'image du Conseil, il doit suivre les nouvelles tendances du webdesign (Multi-Device design, Card Design, Infinite Scroll, Flat Design, Material Design...) ;
- Le site institutionnel doit contenir des éléments graphiques, des photos, des illustrations, qui rendent le visuel global de pages web plus agréable (les éléments graphiques intégrés ne doivent en aucun cas gêner la rapidité de navigation et de téléchargement) ;
- Assurer la cohérence des différentes couleurs présentes sur le site web (l'arrière-plan, les titres, les textes, les liens, les liens actifs, les boutons, les appels à action, les puces, et les éléments graphiques, etc.) ;
- Le style photographique doit correspondre au monde de l'éducation, de la formation, et de la recherche scientifique, et permettre à l'utilisateur de se reconnaître dans ce style ;
- Le site ne pourra en aucun cas comprendre des photos, images, ou autres graphiques dont les droits sont détenus par une tierce personne physique ou morale.

Architecture du portail :

Le portail sera composé de la liste non exhaustive des espaces et modules suivants :

1. Espaces :

- Espace1 : Présentation institutionnelle du CSEFRS, ses missions, ses instances, son organisation, ses membres, etc.
- Espace2 : Publications du Conseil

- Espace3 : Travaux en cours (avis, rapports,...)
- Espace4 : Présentation INE « Instance Nationale d'Evaluation », son organisation, ses publications, ses activités, etc.
- Espace5 : Etudes & Recherche :
- Espace 6 : Centre de ressources documentaires
- Espace7 : Ressources documentaires (Publications, Textes de référence, Ressources Web...) ;
- Espace8 : Système d'information
- Espace9 : Coopération et partenariats
- Espace10 : Colloques et rencontres
-

2 Modules :

- Module1 : moteur de recherche
- Module2 : Actualités ;
- Module3 : Événements du conseil, et les événements relatifs à l'éducation, la formation et la recherche scientifique ;
- Module4 : interactivité (Forums, Boite à idées, Question/Réponse, Expériences réussies...) ;
- Module5 : médiathèque (photos, vidéos) ;
- Module6 : Annonces (Appels d'offres, Appels à candidature, et offre d'emploi).
- Module7 : FAQ (Foire aux questions) regroupant les questions les plus fréquemment posées par les internautes relative aux domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche ;
- Module8 : Annuaire des experts en éducation formation ;
- Module9 Listes de diffusions : cette base de données gère l'inscription et la diffusion de la newsletter ;
- Module 10 : Annuaire qui gère l'affichage et l'organigramme du CSEFRS ;
- Module11 : Inscription en ligne (concours, appel à manifestation ...) : cette application devra permettre aux candidats de pouvoir s'inscrire aux concours/appel ouverts par le CSEFRS. Les principales fonctionnalités attendues sont : i/S'informer le concours ii/S'inscrire en ligne à un concours iii/Gérer son dossier iv/Consulter les résultats.
- Module11 : réclamations : cette application gère les réclamations et les demandes d'informations.
- Module12 : Annuaire des membres du Conseil
-

Pour la réalisation des espaces et modules fonctionnels exigés, la solution proposée doit comprendre la liste non exhaustive des outils suivants :

- Un outil de gestion d'actualités avec un éditeur wysiwyg de dernière génération qui doit :
 - Permettre l'intégration de tous types de media et de fichiers (PDF, Vidéo, Audio, HTML...) ;
 - Permettre la gestion des catégories, des auteurs, et des tags...
 - Permettre la gestion des titres et sous titres ;
 - Permettre la gestion des images à la une.
 - Permettre d'intégrer des tweet, des posts Facebook et Instagram, des images Flickr, etc.
 - Permettre l'intégration des vidéos Youtube, Dailymotion, Vimeo, Facebook, etc.
 - Permettre de changer la date et l'heure des publications ;
 - Disposer des options d'accessibilités (taille de texte, gestion des couleurs...) pour les malvoyants ;
 - Prévoir des boutons pour partager le contenu sur les réseaux sociaux ou par mail.
- Un outil de gestion des événements, qui doit :

- Proposer plusieurs type d’affichage du calendrier (liste, mois, semaines, jour),
 - Mettre à la disposition des utilisateurs des options de notification en temps réel (Alerts icalendar, Google Agenda...),
 - Permettre la géolocalisation des lieux des événements (Google Map).
 - Permettre aux utilisateurs de proposer des événements qui seront publiés après validation.
- Un outil de gestion multimédia puissant dans l’espace médiathèque, qui doit :
 - Permettre la gestion de tous types de médias interne ou externe (YouTube, Dailymotion, Flickr...) ;
 - Offrir des modes d’affichage diversifiés ;
 - Permettre l’organisation du contenu multimédia en catégories et sous-catégories ;
 - Afficher les contenus multimédia en miniature avec un titre et une description ;
 - Permettre aux utilisateurs la possibilité de partager ce contenu sur les réseaux sociaux et sur leurs blogs ou sites ;
 - Utiliser la technologie HTML5 au lieu de la technologie FLASH ;
 - Afficher le nombre de vues et offrir la possibilité de classer les documents par nombre de vues (popularité).
- Un outil de gestion des ressources documentaires, qui doit :
 - Permettre l’organisation des documents en catégories et sous catégories ;
 - Afficher les documents en mode COVER (Couverture) ;
 - Fournir un mode de lecture interactif (FLIPBOOK) ;
 - Ajouter une fiche pour chaque document contenant les informations suivantes : Titre, description, Auteur, Maison d’édition, ISBN...
 - Afficher le nombre de téléchargement et offrir la possibilité de classer les documents par nombre de téléchargement (popularité).
 - Permettre aux utilisateurs de poster des documents (livres, mémoires...) qui seront publiés après validation.
 - Permettre de conditionné le téléchargement par le saisie d’un formulaire (Nom et prénom, E-mail, Numéro de téléphone...).
- Un outil pour gérer l’espace presse, qui doit :
 - Permettre le téléchargement des communiqués, dossiers, et revues de presse ;
 - Collecter les informations de contact des journalistes ;
 - Mettre à la disposition des journalistes un Kit presse (logos, photos, donnés...).
- Un outil pour gérer les mini-sites dédiés aux évènements du Conseil (Colloques, Rencontres régionales, séminaires...) ;
- Un outil pour gérer le trombinoscope des membres du Conseil (Photo + mini-biographie + Informations de contact) ;
- Un outil pour gérer les appels d’offres qui permet la publication des avis d’appels d’offre, la mise en ligne des dossiers de consultation (téléchargement conditionné par la saisie d’un formulaire), et l’affichage des résultats...

Page d’accueil

La page d’accueil devra comprendre les modules suivants :

- Barre de langue ;
- RSS ;
- FAQ ;
- Moteur de recherche ;
- Accès Extranet du CSEFRS

- Accès aux réseaux sociaux ;
- Bannière dynamique et paramétrable permettant de mettre en avant des informations importantes et/ou des visuels en mode diaporama ;
- Module « sondage » permettant d'insérer des questions avec réponses de type QCM ;
- Module « partenaires institutionnels » qui fera défiler les logos des partenaires et le nom de l'institution ; lors du clic sur un logo, l'utilisateur sera orienté vers une page où sont présentés les partenaires (nom du partenaire, coordonnées et Portail web) ;
- Module « actualités » : les actualités seront présentées sous forme d'image miniature accompagnée d'un chapeau, un extrait du texte et d'un lien « lire la suite ». Les actualités les plus récentes défileront au sein du module (Slider d'actualités).
- Module « agenda » : l'agenda met en avant les événements institutionnels importants à venir. Ils seront présentés sous forme d'image accompagnée d'un chapeau et d'un lien « Détails » ;
- Module « appels d'offres » : le module « appels d'offres » mettra en valeur les derniers appels d'offres lancés par le CSEFRS. Ils seront présentés sous forme de date, accompagnée du titre de l'appel d'offre, et d'un «Accéder à la consultation» ;
- Module « publications » : le module met en avant les dernières publications du CSEFRS. Elles seront présentées sous forme d'icône, accompagnée d'un chapeau et d'un lien « lire la publication » ;
- Un Slider du contenu MultiMedia : les vidéos et les albums images seront présentées sous forme d'image miniature accompagnée d'un Picto et un titre cliquable ;
- Module de raccourcis : ce module sera formé des boutons (icône et texte) et renverra vers les espaces dédiés en fonction du type de la cible et les pages importantes du Portail
- Plan dynamique du Portail ;

Il est également demandé au prestataire d'apporter son expertise en matière d'ergonomie pour l'organisation de la page d'accueil.

N.B : Les pages du site doivent être parfaitement modulables, l'administrateur peut à chaque moment effacer, remplacer ou changer l'emplacement d'un module (l'existence d'un « Page Builder » est souhaitable)

Pages déclinées

Les pages déclinées devront avoir le même format, et respecter la même charte graphique. Elles appelleront toutes une feuille de style en début du script. Le prestataire veillera à développer des pages simples au gabarit ergonomique.

Charte éditoriale

Le prestataire rédigera, sur la base des bonnes pratiques reconnues, une charte éditoriale qui aura pour objectifs de :

- Harmoniser les contenus dans leur ton et leur format ;
- Définir les mots clés pour le référencement ;
- Adapter les contenus aux différentes cibles du Portail ;
- Fournir les éléments de positionnement du Portail.

Ce document devra être élaboré en concertation avec toutes les parties prenantes dans la production de contenu du Portail, et une fois validé, il devra être présenté aux producteurs de contenus, qui seront également formés au respect des règles de la charte.

Contenu : Contenus allégés et simplifiés

Le plan du Portail sera mis à jour de façon dynamique. La structure du Portail ne devra pas être figée. Les rubriques et sous-rubriques doivent pouvoir être créées, modifiées ou déplacées à tout moment en fonction des besoins. A ce titre, le Titulaire doit :

- Homogénéiser l'ensemble du contenu actuel du Portail en proposant une nouvelle conception à respecter pour les nouvelles publications. Cette proposition sera déclinée en feuille de style ;
- Proposer de nouvelles architecture de présentation des rubriques actuelles ;
- Proposer de nouvelles rubriques pertinentes ;

Ergonomie – un Portail efficace, clair et agréable

Le respect des meilleures pratiques en termes d'ergonomie et de navigation est important. A titre d'exemple, le Titulaire doit :

- Mettre en place une arborescence claire et précise ;
- Minimiser le nombre de clics afin d'avoir 3 clics maximum ;
- Systématiser les liens/infos liées entre les pages du Portail pour maximiser le temps de navigation sur le Portail ;
- Favoriser au maximum les liens entre les pages afin de donner une visibilité maximale à toutes les pages du Portail ;
- Développer un moteur de recherche, de manière à permettre à l'utilisateur de retrouver des informations publiées sous tous les formats (images, vidéos, html, doc, xls, pdf...) et dans toutes les langues du Portail. L'affichage des résultats doit se faire sur la base des rubriques avec un sous classement décroissant par pertinence, date et format.

Il est à signaler que le moteur de recherche est un élément important de ce présent marché.

Accessibilité

Le Portail Internet du CSEFRS doit utiliser des technologies garantissant une rapidité d'accès en minimisant le temps de réponse d'affichage des pages du Portail.

Les informations du Portail devront être exploitables et affichables sans dégradation sur les principaux navigateurs : Internet Explorer6 et ultérieurs, FIREFOX 2 et ultérieurs, CHROME, OPERA, SAFARI...

La taille du Portail web devra s'adapter à la résolution de l'écran de l'internaute.

Le Portail devra également pouvoir être consultable à partir des Smartphones, tablettes... (Design responsive indispensable)

Navigation

Il est nécessaire de s'assurer que le site web respecte les standards connus de navigation, notamment :

- La règle des 3 clics ;
- Eviter la présence de plusieurs liens textuels dans la même page ;
- Regrouper les liens dans un seul menu principale et un maximum de 2 menus secondaires, plus des accès rapides pour les espaces et volets importantes du site ;
- Les pages devront comporter un fil d'Ariane : repère pour l'internaute sur arborescence ex : vous êtes ici : Accueil / Le Conseil. Les repères devront toujours être présents pour éviter à l'internaute de devoir remonter la navigation pour aller dans une autre section ;
- Utiliser des menus interactifs (UBER MENU, MEGA MENU...).

Fonctionnalités – plus d'interactivité

Les fonctionnalités suivantes sont exigées :

- Intensifier le développement viral du Portail via des outils classiques type, flux RSS, réseaux sociaux.. ;
- Favoriser le contact via des formulaires de contact précis qui guide l'internaute vers le bon interlocuteur (info push) ;
- Permettre d'interagir avec les différentes cibles du CSEFRS et satisfaire leurs exigences via différents outils ;
- Diversifier et dynamiser les supports ;
- Mettre en valeur les contenus photos/vidéos avec des outils efficaces et simples d'utilisation ;
- Développer des sondages d'opinions relatifs aux services du Portail Internet ;
- Développer des newsletters en deux langues : arabe et français ;
- Prévoir une splash page modifiable (changement de couleur, de visuel et de texte), que le gestionnaire du Portail activera pour l'annonce d'évènements de grande envergure ;
- Développer un module de sondage permettant de recueillir les réponses des visites à une ou deux questions au maximum. Ce module, inséré au niveau de la page d'accueil, devra pouvoir stocker, gérer et afficher les résultats des sondages.
- De même, le Prestataire est tenu d'élaborer une solution pour gérer la bibliothèque d'image : indexation, format, résolution,...

Récupération et intégration des contenus

Le contenu en arabe et français disponible sera remis au Titulaire. Cependant, celui-ci devra collecter l'information manquante auprès des entités du CSEFRS à travers l'unité communication afin de satisfaire les besoins informationnels des cibles.

CHAPITRE III : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE31 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

La solution souhaitée doit répondre aux exigences techniques ci-dessous :

Gestionnaire de contenu : CMS

En matière de technologies, la solution doit être implémentée selon une architecture client léger. Elle sera basée sur une plateforme, **open source**. La notion d'évolution et de sécurité du portail web est primordiale et doit être prise en compte par le titulaire.

La réalisation de la solution comportera notamment les éléments suivants :

- Un cadre modulaire (Framework) avec un BackOffice de mise à jour
- Outils d'administration de la solution
- Outils de gestion du contenu permettant de faciliter la mise en ligne de l'information sans se préoccuper d'aucune question de mise en forme ou de navigation.
- gestionnaire de contenu CMS (Content Management System), bâti sur les standards et doit supporter parfaitement la langue arabe.
- basée sur une technologie compatible avec les principaux standards technologiques du marché jugés stables.

Le soumissionnaire proposera une architecture applicative technique optimale de la plateforme proposée, il doit préciser et argumenter le choix de l'environnement technologique de fonctionnement de la plateforme, notamment

- La technologie utilisée
- Environnement de développement
- Serveur de base de données
- Serveur Web
- Environnement d'exploitation

1-Exigences du CMS :

Le CMS utilisé devra intégrer les exigences suivantes :

Popularité :

L'outil CMS doit être soutenu par une large communauté. Peu importe le besoin, il devrait y avoir un module développé à adapter et optimiser pour répondre à ce dernier pour ainsi éviter les coûts élevés de développement et de test.

Qualité :

L'outil CMS doit être de qualité professionnelle et doit être utilisé pour des portails et sites institutionnels.

Puissance :

L'outil doit permettre mieux que tous ses concurrents à concrétiser tout type de besoins.

Sécurité :

L'outil doit inclure un code testé et validé en permanence. Ceci permettra de garantir un niveau de sécurité élevé tout au long de la mise en ligne du portail web du CSEFRS. Les mises à jour régulières du CMS doivent se faire de manière simple sans intervention du prestataire.

Aussi le choix du CMS se basera sur un choix sur la régularité des mises à jour ainsi qu'un benchmark des différents outils.

Multi-plateforme :

Le CMS doit tourner sous tous types de plateformes : WMP, LAMP, MAMP, XAMP.

Out of the Box :

Il faut que le CMS choisit comporte plusieurs mécanismes déjà existants pour en simplifier l'utilisation ainsi que l'évolution. Par exemple, le référencement naturel doit être optimisé, la gestion multilingue ainsi que les mécanismes d'optimisation et de charge comme la gestion du cache, du CDN (content delivery network) de la compression doivent être disponibles.

Modulaire :

Le CMS doit être modulaire et permettre de développer des modules sur mesure pour des besoins spécifiques du CSEFRS. Aussi, la plupart des fonctionnalités requises dans ledit portail web doivent être disponibles par l'installation, l'adaptation, l'optimisation et la configuration de modules déjà existants.

Framework :

Plus qu'un simple outil CMS, l'outil doit permettre de faire du développement de fonctionnalités sur mesure. Il faut que l'outil soit basé sur un Framework puissant et modulaire. Les API et les conventions de codage doivent permettre le développement de thèmes complexes et de modules sur mesure.

2-Fonctionnalité du CMS

Le CMS utilisé devra intégrer les fonctionnalités suivantes :

Editeur de contenu :

Création Web à partir d'un navigateur avec un éditeur de contenu WYSIWYG de dernière génération, complet avec fonctionnalités de formatage :

- Création, organisation et formatage de liens.
- Composant pour regrouper du contenu en provenance de différents endroits du site.
- Vérification de l'orthographe sur le contenu créé.

La mise à jour de l'ensemble du contenu du portail web, tout type de documents confondus, sera assurée par une équipe non forcément informaticienne.

Pour accomplir ce travail de mise à jour dans des conditions optimales, qui éviteraient toute forme de blocage liée aux soucis de mise en forme, de manipulation d'outils d'éditeurs, de contraintes techniques de publication, etc., le prestataire devra prévoir un système de gestion du contenu du portail web qui affranchirait ses rédacteurs et animateurs des problèmes techniques et qui permettrait une gestion optimale des sources variées de contenu : Bases de données, sources externes distantes, file system, flux XML etc.

Création de documents dynamiques :

Le gestionnaire de contenu doit pouvoir créer des pages Web en convertissant des documents créés dans d'autres applications bureautiques et ceci en batch côté serveur.

Conversion de contenu :

La solution CMS devra intégrer des services de conversion du contenu vers plusieurs formats en particulier HTML et le JPEG. La conversion des documents devra se faire automatiquement au moment de la création ou de la publication.

Réutilisation du contenu :

- Faciliter la maintenance des fragments communs en les regroupant dans une liste centralisée. Il doit être possible d'autoriser ou d'interdire à un auteur de modifier le contenu de ces fragments.
- Une approche similaire doit pouvoir servir dans la gestion des objets médias, des images et des documents via l'utilisation des bibliothèques Images et Documents.

Multilinguisme :

Prise en charge de sites en plusieurs langues. La prise en charge de la langue Tifinagh par la solution CMS sera un atout supplémentaire mais elle n'est pas obligatoire.

Le titulaire et à **titre indicatif** doit proposer les différentes possibilités d'intégrer au niveau du Portail le contenu traduit en **Tifinagh** par le moyen qu'il juge le plus adapté.

Flux RSS : La possibilité de gestion des listes de diffusions, et de génération de flux RSS

Style CSS : Le support des feuilles de styles externes (CSS)

Gestion de Documents :

- La gestion de librairies de documents (PDF ou autres) et de news ;
- Catégorisation ;
- Publication de document dans une zone spécifique du portail en fonction de ses catégories ;
- Gestion automatique de la zone de publication des liens et des news (les 5 documents les plus récents, l'information la plus importante, etc.).
- La possibilité de limiter la taille maximale d'un fichier en fonction de son type, voire d'interdire certains types de fichiers.

Média

En plus des images qu'on peut publier en compagnie des articles, le portail web doit disposer d'un espace media comportant une photothèque sécurisée une vidéothèque flexible supportant le maximum de formats utilisés sur le web et une web TV relative aux activités du CSEFRS

La création de formulaires :

- Création simple de formulaire ;
- Publication dans le site ;
- Traitement des formulaires remplis.

Authentification SSO : La solution CMS devra offrir un mécanisme d'authentification unique (SSO) pour tous ses modules. Le mécanisme SSO devra être capable d'intégrer d'autres applications Web pour simplifier l'intégration de celles-ci dans le portail. La déclaration des utilisateurs devra être unique et centralisée avec un mécanisme de SSO pour éviter l'authentification en double.

Intégration : Le CMS proposé devra supporter l'intégration des applications selon le mode le plus approprié (portlets, services, données...).

Accessibilité : La solution devra être conforme aux standards W3C d'accessibilité pour les personnes handicapées (exemple : W3C Web Accessibility Initiative).

Gestion des versions du contenu : La possibilité de revenir à une version précédente d'un élément du contenu géré.

3- Gestion des flux d'approbation et de publication :

La solution CMS doit permettre de gérer les flux d'approbation et de publication de manière souple et fluide à travers les fonctionnalités suivantes :

- Le gestionnaire gère, via des workflow automatisés, la création, revue et approbation du contenu ;
- Le produit fournit un mécanisme où la modification d'un contenu déjà approuvé réinitialise les workflow d'approbation.
- Le produit doit permettre la mise en place de processus de publication (la possibilité à l'approbateur de définir la date/heure de mise en ligne du contenu ainsi que sa disparition) ;
- Le produit doit fournir un processus de mise en ligne rapide, qui permettrait à un administrateur de passer outre le workflow standard pour des informations urgentes ;
- Le produit doit permettre la mise en place d'une plateforme de pré production, avec publication automatique vers la production ;
- L'approbateur doit recevoir une alerte comportant le lien direct vers le contenu à approuver ;
- L'auteur doit pouvoir recevoir une alerte contenant la date de mise en ligne lorsque son contenu a été approuvé.

4. Recherche et indexation :

Le produit doit offrir les fonctionnalités de recherche et d'indexation nécessaires à savoir :

- Indexation
 - Le moteur de recherche doit pouvoir indexer tout le contenu du site, dans les différentes langues, dont l'arabe ;
 - Le moteur de recherche doit pouvoir indexer d'autres sites externes, afin de permettre aux internautes de rechercher dans ces sites Internet ;
 - Le moteur de recherche doit permettre d'indexer des informations contenues dans des applications métier, et des bases de données existantes.
- Pertinence
 - Distance au clic : Une mesure de la distance d'un document par rapport à une page d'accueil faisant autorité ;
 - Texte de l'ancre de l'hyperlien : Analyse du texte placé dans un lien qui pointe sur un document ;
 - Profondeur de la navigation jusqu'à l'URL. Une mesure de la profondeur dans le site où se situe l'URL du document ;
 - Création de métadonnées manquantes. Automatisation de la création de métadonnées à partir du contenu de la page (par exemple le titre) ;
 - Détection automatique de la langue. Détermination de la langue utilisée sur une page à partir du contenu.
- il doit être possible de personnaliser les pages de recherche et de résultats.
- Limitation de sécurité lors de la requête : l'utilisateur ne doit pouvoir accéder qu'aux seuls éléments sur lesquels il a le droit d'accès, et ce même au niveau de l'affichage des résultats.
- Le moteur d'indexation doit pouvoir s'exécuter avec des droits de lecture uniquement.

Le moteur de recherche devra permettre de faire des recherches dans les langues : arabe, français. La prise en charge de la langue « tfinagh » serait un atout mais n'est pas obligatoire.

L'option recherche avancée doit permettre d'effectuer :

- Recherche par rubrique du portail web ;
- Recherche sur l'ensemble du portail web ;
- Recherche entre deux dates de l'information publiée dans le portail web ;
- Recherche rapide sur les titres des informations ;
- Recherche multicritères sur un ou plusieurs mots en langage libre associés ou séparés (recherche booléenne) ;
- la recherche ne doit pas être soumise à la contrainte du choix préalable de mots clés par indexation manuelle préalable.

Trois types de recherche doivent être implémentés

Recherche Globale

- Un champ de recherche général ou il sera possible de faire des requêtes globales.

Recherche Avancée

- Des champs multiples à définir afin de pouvoir faire plus de recherches

Recherche locale

- Il sera possible de faire des recherches dans une rubrique

Aussi, les nouveaux textes insérés dans le portail web doivent pouvoir être indexés dans un délai raisonnable. Ce délai devrait être configurable depuis l'interface d'administration

5. Administration

Console d'administration

La plateforme devra offrir une console d'administration et de supervision pour l'ensemble des composants et services. Ce point de contrôle central doit être en mode full web et permettant de réaliser les tâches d'administration, y compris :

- La configuration des services du CMS ;
- Le démarrage et l'arrêt des services du CMS ;
- La configuration du site internet ;
- La configuration de la sécurité ;
- La réalisation et la gestion des opérations de sauvegarde ;
- La gestion des utilisateurs et des groupes d'utilisateurs ;
- La création et la configuration des différents types de workflow ;
- La configuration et la gestion du moteur de recherche ;
- La gestion et le déploiement des applications tiers ;
- La configuration et la génération des rapports statistiques sur l'usage des sites web ;
- Le diagnostic et la consultation des logs ;
- **Module statistique :**

La solution CMS devra inclure un module de collecte de statistiques en plus de pouvoir intégrer la solution Google Analytics.

Ainsi, la solution devra offrir des rapports de statistiques d'utilisation du portail internet incluant au minimum les métriques suivantes au niveau de :

- Pages (consultations, temps de réponses...),
- Contenu (contenu le plus fréquemment consulté, contenu non consulté...),
- Requêtes de recherche (mots clés, temps de réponse...).
- Taux de clic par rubrique ;
- Provenance des internautes (Google, Facebook, sites web...) ;
- Nombre de connexions sur le site ;
- Géolocalisation ;
- Temps passé sur le site + par rubrique + par page...
- Nombre de téléchargements des ressources documentaires ;
- Nombre de vues de contenu multimédia.
-

La solution ne doit pas se limiter à fournir des rapports de trafic mais doit inclure des outils d'analyse avancés pour la compréhension de l'utilisation du site.

Il est à noter qu'actuellement « Google Analytics » est utilisé pour le suivi des statistiques de connexion pour les différentes versions du Portail (français, arabe) et pour chaque rubrique. Toutes les données et statistiques sur le trafic généré par le Portail Internet seront mis à la disposition du Titulaire.

- **Outil de sauvegarde et de restauration :**

La solution devra offrir des outils de sauvegarde et de restauration du contenu du Portail de manière flexible permettant de faire des sauvegardes à chaud et de spécifier le périmètre de la sauvegarde/restauration avec une granularité très fine.

6. Hébergement du Portail

L'hébergement du nouveau Portail Internet du CSEFRS se fera au niveau des machines existantes au niveau du PSI (Pôle des systèmes d'information).

Le Titulaire assurera l'installation de la nouvelle plateforme, des contenus ainsi que la réalisation des tests de bon fonctionnement, tests de sécurité, tests de performance...

Les prérequis matérielle et logiciel d'hébergement seront assurés par le pôle des systèmes d'information du CSEFRS.

7. Référentiels

Le développement du Portail veillera à respecter les orientations W3C en matière de code, d'ergonomie et d'accessibilités. Toutes les pages devront valider les tests W3C dans leurs dernières versions (HTML, XHTML, CSS,...).

En termes d'accessibilité, le Titulaire s'appuiera également sur le référentiel WCAG 2.0 rédigé par la WAI.

8. Sécurité :

La sécurité devrait être conçue de manière à empêcher toute nuisance ou accès illicite (injection SQL,...) à travers le site web pour accéder aux bases de données et pages du site web. Toutes les dispositions doivent être mises en œuvre pour assurer la sécurité. A cet effet, Le prestataire doit intégrer dans cette nouvelle édition du portail web un mode de sécurité qui admet une stratégie basée sur des outils performants et évolutifs pour éviter tout piratage.

Le nouveau Portail web doit respecter les contrôles de sécurité suivants :

- Protection globale contre le Cross Portail web Scripting ou XSS
- Protection contre les Denial of Service et le spam
- Demande de mot de passe avant de modifier toute information critique
- Protection contre la vulnérabilité de type injection SQL
- Protection contre le CSRF
- Faire le transport HTTP sous protocole sécurisé et crypté
- Valider la session contre le navigateur et la localisation géographique

La sécurité est primordiale pour le CSEFRS. Le prestataire est tenu de proposer une norme de sécurité en concertation avec le PSI (Pôle des systèmes d'informations du Maître d'ouvrage). Elle devra également respecter les recommandations énoncées par le Centre marocain d'alerte et de gestion des incidents informatiques (MA-CERT).

Par ailleurs, il est demandé au prestataire d'assister l'équipe PSI dans la mise en place d'un serveur contenant une image en « pré-production » du Portail. Cette image, servira aux validations à haut niveau, et permettra au CSEFRS de disposer d'une image rafraîchie du Portail prête à contourner une éventuelle défaillance du Portail en production. Le Maître d'Ouvrage veillera à mettre en place le mécanisme de synchronisation des deux images du Portail.

9. Référencement

Le Titulaire doit veiller à établir une stratégie de référencement par l'inscription du Portail sur les différents moteurs de recherche (tels que Google base monde et bases locale, Yahoo, MSN...) et les fournisseurs d'accès, et l'établissement d'une liste de mots clés en concertation avec le comité de suivi. Cette stratégie doit également être prise en compte dans la conception du Portail. Il est primordial que le Portail Internet du CSEFRS sorte en première position pour des requêtes type « Education Maroc » ou « enseignement Maroc ». La gestion avancée du référencement devra se faire à partir de l'interface d'administration du Portail. Le référencement est primordial et constitue une condition primordiale du présent marché.

Le prestataire devra exécuter la stratégie de référencement préconisée pendant la durée de garantie.

CHAPITRE IV : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

Article32 : Bordereau et détail des prix :

N° de la phase	Prestations	Quantité	Prix forfaitaire hors TVA	Prix forfaitaire TTC
Phase1	Lancement et Cadrage du projet	Forfaitaire		
Phase2	Recueil des besoins et conception détaillée			
Phase3	Elaboration de la charte graphique et Choix des maquettes			
Phase4	Production et réalisation			
Phase5	Tests fonctionnels et techniques			
Phase6	Déploiement et Formation			
Total hors TVA				
Total TVA (20%)				
Total TTC				

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N° : 02 /CSEFRS/2016

OBJET

Refonte globale du portail internet à travers la conception, le développement basé sur une solution de gestion de contenus, ainsi que les prestations de formation et d'assistance technique.

Pour le compte du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique,

- LOT unique –

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR :</u></p> <p style="text-align: center;">Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</p> <p style="text-align: center;">Maryam LOUTFI Chef d'Unité Communication et Coopération nationale</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR :</u></p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>SIGNE PAR :</u></p>
<p style="text-align: center;"><u>APPROUVE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">Rabat-le</p>	